

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Amerique-Latine-et-la-crise-mondiale>

Amérique Latine et la crise mondiale

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mercredi 20 janvier 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'impact de la crise mondiale sur l'Amérique latine suscite trois types de débat : son incidence économique immédiate, ses effets politiques à long terme et les mesures sociales requises pour faire face à l'écroulement financier.

Spéculation après la déconnexion

Sur le terrain économique, la crise a provoqué un effondrement généralisé des Bourses et la fuite des capitaux qui ont provoqué la contraction du crédit. La dépréciation des matières premières a provoqué la récession ; le chômage se développe et la croissance inégale, qui a dominé au cours des cinq dernières années, s'est épuisée.

L'espoir d'une déconnexion s'est également dilué et celui d'éviter la catastrophe disparaît, car il a été déjà affaibli au cours de la décennie passée. La protection attendue des trois boucliers des réserves substantielles, une dette moins importante en comparaison au Produit intérieur brut (PIB) et l'excédent fiscal s'avère déjà insuffisante.

Ces barrières auraient probablement résisté à l'effondrement international limité qui prévalait jusqu'en septembre 2008, mais le krach financier a été beaucoup plus grave depuis. Cette fois-ci l'économie latinoaméricaine a subi un véritable tsunami, un choc extérieur plus grave que ceux qu'elle a déjà pratiqués. Quelle sera la gravité de ce coup en comparaison à d'autres zones périphériques de l'économie mondiale ?

Certains économistes estiment que l'effet boursier sera plus important que dans les économies centrales du fait de la fragilité locale des marchés des actions. Ils espèrent néanmoins que l'impact sur les banques sera réduit, car elles ont déjà nettoyé leurs bilans lors des crises précédentes. Ils estiment également que le secteur financier sera moins contaminé par les titres toxiques (hypothèques) et les opérations spéculatives (sécurisations, dérivés). La faiblesse du crédit dans la zone a réduit l'ampleur de telles transactions.

D'autres diagnostics soulignent que la situation fiscale est bien meilleure qu'en Europe orientale. Ils estiment également que la réduction des exportations sera plus facile à digérer qu'en Afrique, même si son impact sera plus important qu'en Asie. Ils attribuent cette situation à une plus grande concentration des exportations sur un panier limité des produits de base.

Mais le principal problème de ces estimations c'est leur caractère éphémère. Elles font irruption dans les chroniques des journalistes et disparaissent aussitôt. Un jour l'Amérique latine est annoncée hors de l'ouragan puis, le lendemain, dans l'oeil du cyclone. De plus, certaines estimations semblent biaisées de manière fort suspecte. Le FMI, par exemple, considère que l'Argentine, le Venezuela et l'Équateur font face à des menaces de suspension des paiements plus graves que le Mexique, le Chili ou la Colombie. Cette attitude est en réalité infestée par les ressentiments envers les gouvernements et les débiteurs contestataires. Aucune caractérisation sérieuse n'émerge de telles spéculations.

Trois effets

⁰ En premier lieu, l'Amérique latine fut atteinte par la crise de la suraccumulation mondiale générée par la masse des capitaux fictifs dans la sphère financière. Vu la faiblesse de l'endettement personnel dans la région, cet impact ne s'est pas encore traduit par une crise des banques ne pouvant pas récupérer leurs prêts.

Mais le krach a créé une crise de liquidités dans les économies centrales, provoquant une réduction importante des fonds placés en Amérique latine. En particulier les banques étrangères ont transféré des ressources vers leurs centres. Ces rapatriements ont déjà affecté le quart des ressources gérées par ces organismes dans les économies émergentes.

Les segments internationalisés des finances régionales sont également vulnérables. Certains fonds de pension privés, dépendants des oscillations de la spéculation mondiale, ont accumulé des pertes qui menacent leur survie (en particulier au Chili).

° Deuxièmement, l'Amérique latine fait face à la surproduction des marchandises, qui caractérise la crise actuelle. Cet excédent est le produit du modèle de la concurrence mondiale basée sur la réduction des salaires, généralisée par le néolibéralisme. L'effet de ce déséquilibre est particulièrement apparent dans les branches les plus mondialisées de l'industrie régionale. Le secteur automobile, par exemple, souffre de la même pléthore de produits qui frappe les économies métropolitaines [1].

Ce phénomène est particulièrement dramatique au Mexique, qui assemble et exporte les voitures vers les États-Unis, et au Brésil, où les réductions d'emplois dans ce secteur sont comparables à celles de la première puissance mondiale. Le panorama est aussi assombri en Argentine, malgré l'extraordinaire rentabilité de la production automobile au cours des dernières années dans ce pays.

L'ajustement industriel, secouant l'Amérique latine, est imposé par les entreprises transnationales qui réorganisent leur production à l'échelle du globe. Dans ce climat assombri on n'entend plus les éloges de la mondialisation néolibérale, ni des investissements de toute sorte. Les terribles conséquences de la production mondiale intégrée, fondée sur la concurrence et le profit, commencent à être remarquées.

° Mais la menace potentiellement la plus grande provient du troisième impact de la crise mondiale : la chute abrupte des prix des matières premières. Cette baisse met fin à une période de croissance qui, au cours des cinq dernières années, a produit une amélioration significative des termes d'échange en hausse d'un tiers comparativement à la décennie précédente. Cette conjoncture avait permis d'atteindre des volumes d'exportation supérieurs à la charge de la dette extérieure en 2006 et 2007.

Le changement de la tendance affecte maintenant les balances commerciales et les budgets publics. La croissance de l'ordre de 5,5 % par an depuis 2003 : c'est terminé. En 2008 le PIB ne s'est accru que de 3,3 % et toutes les estimations pour 2009 sont encore inférieures.

De nombreux économistes prétendent que l'Amérique latine pourrait faire face à l'ouragan si elle adoptait des mesures de relance keynésiennes audacieuses. De telles initiatives ont déjà eu lieu en vue d'augmenter les liquidités, de développer le crédit public et de subventionner l'industrie. Les débats sur leur efficacité ou sur leur suffisance occupent les devants de la scène.

Mais, dans les faits, leur viabilité dépend de la profondeur de la crise et non du succès de telle ou telle mesure. Les effets des politiques monétaires et fiscales anticycliques ont des limites. Elles peuvent revigorer la demande ou ralentir la chute de la production lors d'une récession, mais n'ont que peu d'influence sur une dépression profonde.

Pour le moment, l'effondrement financier touche plus furieusement les économies centrales, mais les États-Unis, l'Europe centrale et le Japon disposent de plus de ressources pour y faire face. Ils peuvent tenter la relance avec l'appui du Trésor et émettre des dollars, des euros et des yens que l'Amérique latine utilise. En outre, ils augmentent leur déficit fiscal pendant que la région latinoaméricaine reste soumise aux normes de l'excédent fiscal.

Pour résumer, les marges des politiques macro-économiques visant à freiner l'ouragan se réduisent dans une conjoncture latinoaméricaine changeante.

Bénéfices à long terme ?

Le scénario qui émergera de la crise dépendra des dénouements politiques imprévisibles et autonomes de l'orage économique-financier. Il suffit de rappeler que la dépression des années 1930 a été dépassée par la seconde guerre mondiale et que l'Union soviétique a disparu du fait de l'implosion de son régime, pour remarquer l'importance des événements politiques.

L'Amérique Latine se trouve au carrefour des tendances géopolitiques contradictoires déterminées par trois processus : l'autonomie régionale, la position des États-Unis et le profil du Brésil.

En ce qui concerne l'indépendance de cette région, certains analystes estiment que l'adversité actuelle aura des effets favorables si ce qui s'est produit au cours des années 1930, venait à se répéter. Ils rappellent que la débâcle de l'entre-deux-guerres a produit les conditions propices pour l'émergence des processus d'industrialisation postérieurs.

Mais ils oublient que l'impact initial de la grande dépression a conduit à une douloureuse dépréciation des matières premières. La substitution des importations n'est apparue qu'ultérieurement, dans la foulée du protectionnisme et de la guerre mondiale, et a été mise en oeuvre dans une région qui a pu rester en marge de cette conflagration.

Pour le moment, la seule comparaison appropriée peut être faite avec le choc produit au début de la grande dépression. Personne ne peut prédire ce qui arrivera après. L'éventualité de la reproduction du contexte de l'après-guerre se heurte non seulement à l'absence de la confrontation inter impérialiste guerrière mais aussi à la plus grande internationalisation de l'économie.

Il est certain que quelques aspects de l'autonomie régionale ont déjà apparus en Amérique latine avant la crise actuelle, en particulier sur le terrain financier. Au cours des cinq dernières années de croissance on a enregistré les rachats des titres publics et la réduction de l'endettement. Cela peut être mis en parallèle avec ce qui s'est produit après la grande dépression. Mais la poursuite de cette atténuation de la charge financière est incertaine.

Il est important de percevoir qu'une débâcle économique au centre du capitalisme n'augmente pas nécessairement les marges de manoeuvre de la périphérie. La crise des années 1970 a montré que le contraire pouvait se produire.

Ce choc avait eu lieu dans une situation favorable pour le Tiers-Monde. La défaite au Vietnam avait réduit les capacités d'intervention étatsunienne et l'augmentation des prix des matières premières améliorait les ressources de la périphérie dans un nouveau cadre autour de l'OPEP. Un bloc de 77 à 125 pays Non Alignés proposait un Nouvel ordre économique mondial, fondé sur la stabilité des prix des matières premières, un accès plus ouvert aux marchés développés, le transfert des ressources vers le Sud et la participation de la périphérie dans les décisions de l'ONU.

Mais l'offensive néolibérale a brutalement mis fin à cette orientation au cours des années 1980. Les grandes puissances ont repris le contrôle du Tiers-Monde en augmentant les taux d'intérêt et en réduisant la demande des facteurs de production, ce qui a provoqué la dépréciation des matières premières.

L'endettement de l'Amérique Latine s'est accru alors brusquement et, au lieu d'une amélioration de son environnement économique comme à la suite des années 1930, elle a subi un effondrement équivalent à la grande

dépression. La brève réduction des inégalités internationales a été remplacée par une nouvelle étape de polarisation mondiale, qui a perduré jusqu'à la fin du XXe siècle.

Cet antécédent illustre à quel point une période d'autonomie périphérique peut être limitée et fragile. On peut disserter sur les nombreuses différences qui distinguent l'étape actuelle de celle des années 1970, en comparant par exemple le vieux rôle de l'URSS avec le rôle récent de la Chine. Mais il s'avère impossible d'affirmer si ces modifications seront avantageuses ou défavorables pour la périphérie. Il serait encore plus spéculatif de présager d'un scénario de nouvelle et indépendante industrialisation de l'Amérique latine.

Multipolarité oppressive

Le pari sur un bénéfice latinoaméricain de la crise actuelle se fonde sur la prévision d'une scène mondiale multipolaire. Beaucoup d'analystes estiment que la région pourrait profiter d'une mutation du cadre mondial pour adopter des politiques plus autonomes [2].

Cette période d'une plus grande dispersion ou d'un équilibre entre les forces capitalistes de la planète est certainement une possibilité. Mais il faut souligner que cela ne favoriserait pas en soi les majorités populaires. Cela renforcerait plutôt les classes dominantes locales liées aux puissances hégémoniques. Cette hypothèse-là est omise par la thèse multipolaire.

Le renforcement géopolitique de la Chine, de l'Inde ou de la Russie conduirait certainement à des conflits aigus avec les capitalistes du centre, mais pour l'essentiel cela poussera à des associations avec ces secteurs. De telles alliances ont été forgées au cours des deux dernières décennies et elles ont conduit à des achats significatifs d'actifs dans les économies avancées par des multinationales émergentes [3].

Ces tendances ont persisté après le choc mondial et ont été confirmées par le financement asiatique du déficit nord-américain. La participation active de l'Orient au sauvetage des banques étasuniennes et la cession des entreprises en banqueroute à des propriétaires asiatiques font partie du même processus [4].

Au cours des décennies passées la domination mondiale était assurée par une triade de puissances conduite par les États-Unis. L'impérialisme classique des pays qui mettent en échec et subordonnent leurs rivaux au moyen de la guerre a fait place à un impérialisme collectif. L'Amérique du Nord a été à la tête d'un pouvoir mondial partagé avec l'Europe et le Japon. Un éventuel scénario multipolaire surgirait de l'incorporation de nouveaux associés dans ce cadre-là. Il renouvellerait l'oppression et obstruerait l'émancipation populaire [5].

La crise de la domination des États-Unis

Le fait que la crise se développe à partir du centre de l'économie nord-américaine aggrave les difficultés de la première puissance mondiale en Amérique latine. Ces difficultés prennent leur source dans les échecs politico-militaires hors de la région (Moyen-Orient) et des rébellions anti-impérialistes dans la zone.

Depuis la faillite du projet de la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA, ALCA en espagnol, FTAA en anglais), on enregistre un recul des positions du géant du Nord, qui a produit une stagnation des Traités de libre échange (TLE). Une consolidation du tournant protectionniste actuel réduirait encore plus la portée de ces conventions. Toute augmentation significative des tarifs dans la principale économie continentale ferait chanceler ces traités.

La crise actuelle va frapper particulièrement les partenaires frontaliers des États-Unis. Le Mexique affronte

l'effondrement de ce marché qui absorbe 90 % de ses exportations dans un contexte explosif de retour des émigrés, de détérioration sociale et de crime organisé. La vieille idylle de l'Accord du libre échange nord-américain (ALÉNA ou NAFTA en anglais) s'est transformée en un cauchemar. L'espoir états-unien de prendre le contrôle de la PEMEX (groupe pétrolier mexicain) s'est effondré conjointement à l'écroulement de diverses multinationales mexicaines dépendantes de l'économie des États-Unis [6].

La situation des petits pays d'Amérique centrale, dépendant des envois de fonds des émigrés, est plus grave. La faible ampleur de l'émigration latinoaméricaine vers les États-Unis dans le passé (1,7 million en 1970) contraste avec la situation actuelle (17,4 millions en 2005). Le rapatriement à€" produit déjà par le chômage massif dans la métropole à€" affecterait directement les relations des États-Unis avec ces nations [7].

Le contexte politique que le Département d'État affronte en Amérique du Sud lui est défavorable. Une grande partie des gouvernements, traditionnellement subordonnés au Nord, ont pris leurs distances à la suite des grandes crises politiques et sociales. Au cours de l'année dernière les États-Unis ont été marginalisés dans les négociations visant à amender les principaux conflits : l'incursion militaire de la Colombie sur le territoire équatorien et le coup de force de la droite frustrée en Bolivie. Ils ont dû supporter de plus l'expulsion inédite de deux de leurs ambassadeurs (Venezuela et Bolivie), qui jusqu'à présent n'ont pu reprendre leur charge.

Certains analystes estiment que ce cadre va obliger les États-Unis à atténuer leur contrôle de l'Amérique latine. Ils considèrent que le Département d'État adoptera une posture plus condescendante (ou moins intéressée) en ce qui concerne l'avenir du continent. Ils supposent, en particulier, qu'Obama pourrait aussi glisser vers une attitude qui « dépasse les vestiges de la guerre froide ».

En réalité le nouveau président n'est nullement disposé à introduire des changements significatifs dans sa politique latinoaméricaine. Il retirera les prisonniers de Guantánamo, mais il ne va pas restituer cette enclave à Cuba, ni faire juger Bush pour les tortures. Il allégera les restrictions concernant les voyages à Cuba, mais ne va pas lever l'embargo et cherchera des rapprochements diplomatiques qui évitent de reconnaître la défaite impériale. On verra s'il limitera la dissimulation du terrorisme d'État en Colombie et s'il atténuera le harcèlement du Venezuela et de la Bolivie.

La continuité des politiques impérialistes, en consensus avec les Républicains, a été la norme de tous les gouvernements démocrates. Il ne fait pas de doute qu'Obama poursuivra cette combinaison de la carotte et du bâton, avec plus d'incidence diplomatique (tradition de Clinton) que de brutalité effrontée (héritage de Bush).

Les virages que le nouveau président doit faire sur le plan intérieur n'ont pas de projection en politique extérieure. Un mandataire de couleur à€" qui n'est donc pas un représentant naturel de l'establishment à€" affronte un tremblement de terre social sans précédent depuis Roosevelt, dans un contexte de transformations démocratiques inédites depuis Kennedy. Cette inondation interne l'oblige à modifier son agenda traditionnel, mais sa politique reste inchangée en ce qui concerne son « arrière-cour » latinoaméricaine.

Depuis plus d'un siècle les gouvernements étatsuniens mettent en oeuvre les stratégies d'assujettissement fondées sur la doctrine Monroe [8]. Tôt où tard la première puissance va donc passer à la contre-offensive qu'annonce la réactivation de sa IVe Flotte. Sous le prétexte du trafic de drogue (ou du terrorisme) le Commandement du Sud du département de la Défense des États-Unis (SOUTHCOM), basé à Miami, a gagné du terrain. Il dispose déjà de plus de personnel civil consacré à l'Amérique latine que tous les départements diplomatiques et commerciaux de Washington. Les bases militaires en Colombie s'étendent au Pérou et il est question d'une intervention militaire possible au Mexique [9].

La première puissance a perdu du terrain face à ses concurrents européens au cours de la dernière décennie. Les entreprises du vieux continent ont dépassé les compagnies nord-américaines en termes d'investissements extérieurs [\[10\]](#).

Mais l'Union européenne n'aspire pas à remplacer son rival et s'est limitée à essayer des traités de libre commerce calqués sur le projet de la ZLÉA. De plus, il faudra voir à quel point la crise mondiale affecte l'Espagne qui est sur ce terrain à l'avant-garde de l'UE. Les entreprises ibériques doivent faire face à une montagne de pertes, ce qui les oblige à se retirer et à mettre en vente leurs actifs [\[11\]](#).

Les États-Unis ont également dû tolérer la première incursion commerciale chinoise, la visite de la marine russe à Cuba et les voyages de fonctionnaires iraniens au Venezuela. Mais pour la domination traditionnelle nord-américaine, ces présences sont moins menaçantes que la présence européenne. Par conséquent, aucune donnée ne corrobore la thèse d'une indifférence (ou de la résignation) des États-Unis face à l'Amérique latine.

Inévitable déclin ?

Certains analystes attribuent le futur développement latinoaméricain à un déclin structurel et inévitable des États-Unis. Les versions les plus vulgaires de cette analyse sont habituellement reprises par les médias. Elles ont été énoncées par les futurologues d'institutions proches du Département d'État et prédisent le leadership de l'Europe ou de l'Asie et la montée de nouvelles puissances (la Chine, la Russie, l'Inde). Après l'échec néoconservateur de Bush certains n'ont pas hésité à annoncer la fin de la primauté étatsunienne (en 2025) [\[12\]](#).

Ces prévisions contrastent avec l'éblouissement pro nord-américain qui avait prévalu au cours de la décennie précédente et aussi avec l'euphorie médiatique qui a entouré la promotion d'Obama. Les mêmes médias, qui théorisent l'agonie des États-Unis, avaient exalté les capacités du nouveau président à restaurer le rêve américain. La fin de l'empire américain et sa résurrection alternent ainsi avec une rapidité surprenante.

D'autres théoriciens de la décadence pondèrent cette régression. Ils estiment que les États-Unis surmonteront leurs désavantages sur le terrain économique (faible productivité) et politique (mauvaise réputation croissante). Ils transmettent ainsi une image idyllique des États-Unis abandonnant leurs prérogatives.

Il est pourtant absurde de présenter l'impérialisme américain comme étant victime d'une suprématie non désirée. Le Pentagone et le Département d'État exercent un rôle oppresseur à travers le monde en vue de favoriser les entreprises étatsuniennes et cette domination leur assure des grands profits.

Partant d'un point de vue fort différent, des analystes sérieux ont également cherché à appliquer la thèse du déclin nord-américain à l'Amérique latine. Ils présentent des données significatives du recul technologique et productif de la première puissance mondiale et les preuves de son affaiblissement dans l'exercice de l'hégémonie face à ses rivaux [\[13\]](#).

Mais cette analyse reconnaît elle-même l'existence d'un problème : la domination militaire états-unienne persiste sans rivaux apparents et est acceptée par ses concurrents. Cette absence d'un remplaçant guerrier (européen ou asiatique) est particulièrement décisive dans le schéma de l'école systémique, un courant qui associe chaque étape de l'histoire contemporaine avec l'existence d'une puissance dominante ou allant exercer la suprématie [\[14\]](#).

Comme les candidats envisagés pour occuper cette charge n'ont pas fait leurs preuves lors des dernières décennies (l'Allemagne dans les années 1970, le Japon au cours des années 1980 et l'Union européenne durant les années

1990), il vaut mieux rester prudent sur les prévisions concernant la Chine.

La suprématie nordaméricaine traverse une crise, dont le débouché final reste une inconnue. Il n'est écrit nulle part si la conclusion en sera la promotion d'un adversaire ou le recyclage du leadership actuel. Pour le moment il est impossible de déterminer si les États-Unis traversent un recul limité ou définitif.

Mais le fond théorique de ce problème c'est la notion contestable de l'essor et de la décadence des empires. Cette thèse de remplacements cycliques de la suprématie mondiale présuppose une philosophie d'étapes prédéterminées de l'histoire. C'est une analyse fondée sur les raisonnements fatalistes qui ne laisse pas d'espace au protagonisme des sujets sociaux. L'interprétation de l'histoire comme étant celle de la lutte des classes "à l'ère" dans le cadre des conditions objectives "à l'ère" est incompatible avec la règle des dominations impériales successives.

Le nouveau profil du Brésil

La discussion actuelle sur le déclin des États-Unis contraste aussi avec l'image d'une superpuissance imposant ses priorités à l'Amérique latine, qui avait accompagné les débuts du néolibéralisme. Cette modification indique une crise du vieux rôle prétorien du Pentagone, protégeant les classes dominantes fragiles, les États instables et les élites peu autonomes. En Amérique latine en particulier le type d'assujettissement néocolonial, qui régit par exemple plusieurs régions de l'Afrique, ne se vérifie pas actuellement.

Les principales classes dominantes locales ne peuvent être considérées comme les marionnettes d'un empire. Elles agissent en tant que groupes ayant leurs intérêts et leurs stratégies propres, sur une scène qui diffère substantiellement du cadre semi-colonial. Ce changement de contexte est ignoré par nombre de théoriciens de la recolonisation, qui se limitent à mettre en valeur seulement la réinsertion subalterne de la région dans le marché mondial ou la réapparition des formes d'assujettissement prénational [15].

On perd ainsi de vue non seulement le recul de la domination nord-américaine, mais aussi le nouveau poids du Brésil. On ne tient ainsi pas compte du fait que ce pays est le candidat au rôle de dirigeant d'une oppression multipolaire en Amérique du Sud.

Malgré leur faible croissance au cours des dernières années, les entreprises transnationales brésiliennes se sont consolidées dans toute la région. Elles se sont approprié 50 % de la principale activité économique en Uruguay (industrie de la viande), en achetant des terres et en contrôlant un tiers de la transformation. Elles ont pris le contrôle de diverses firmes stratégiques argentines (surtout Pecom et Loma Negra) et gèrent 95 % du soja exporté par le Paraguay.

Au début de la décennie Petrobrás s'est approprié 45 % du gaz, 39 % du pétrole et tout le raffinage en Bolivie. Au Pérou, deux conglomerats brésiliens contrôlent la majorité des mines du zinc et du phosphate. En Équateur ils gèrent plusieurs sites stratégiques et administrent les principaux projets de travaux publics.

L'expansion sud-américaine des multinationales brésiliennes a été soutenue par le financement gouvernemental (par la Banque nationale de développement économique et social "à l'ère" BNDES "à l'ère" du Brésil). Ces crédits ont augmenté plus rapidement que les fonds apportés dans la région par le FMI ou la Banque mondiale. Les compagnies brésiliennes s'assurent les matières premières, dominent les sources de l'énergie et approvisionnent les marchés de consommation. Leur noyau principal "à l'ère" Petrobrás, Gerdau, VM, Oderbrecht, Friboi, Marfrig, Vale "à l'ère" opère avec un haut niveau d'internationalisation [16].

Le principal projet de ces firmes c'est un ensemble d'autoroutes et d'aqueducs programmé dans le cadre de l'Initiative pour l'intégration des infrastructures régionales (IIRSA). Ce plan implique tous les pays voisins du Brésil et est principalement localisé en Amazonie. Il vise l'exploitation des ressources naturelles gigantesques de cette région [17].

L'expansion des multinationales brésiliennes s'appuie sur la diplomatie commerciale agressive du Ministère des affaires étrangères. Cette politique a provoqué de nombreux conflits. Petrobrás s'est opposé aux nationalisations lancées par Evo Morales et Lula a tenté d'imposer des indemnités léonines. En Équateur également : le Brésil a immédiatement rappelé son ambassadeur lorsque l'entreprise Oderbrecht a été mise en cause pour les faiblesses structurelles des barrages qu'elle avait construit.

Il est probable que le prochain conflit aura lieu à Itaipú, car le Paraguay réclame la souveraineté de ses ressources hydroélectriques, alors qu'il vend l'énergie excédentaire à un prix inférieur au prix du marché pour acquitter une dette odieuse au créancier brésilien [18].

Géopolitique de la domination

Pour soutenir la politique des corporations le Brésil se militarise avec la technologie française. On construit des sous-marins, des avions et des hélicoptères destinés à garder les intérêts de ces compagnies dans les vastes régions inexplorées du continent. Cette corrélation militaire de l'expansion multinationale ne se limite pas aux frontières. Depuis 2004 le Brésil dirige les forces de l'occupation qui remplacent les marines étatsuniens à Haïti. Il préserve ainsi une politique néolibérale, qui aggrave la tragédie de la faim, de la pauvreté et de l'émigration, employant les méthodes policières que les forces brésiliennes ont mis au point dans les favelas (bidonvilles). Ces actions ont fait faire faillite à la pénétration des entreprises brésiliennes dans les Caraïbes.

La stratégie géopolitique en cours vise l'obtention pour le Brésil d'un siège au Conseil de Sécurité, avec le soutien de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). Dans ce but le Ministère des affaires étrangères du Brésil développe une politique d'alliance (maintenant avec le Mexique) et soutient l'intégration de Cuba au sein du Groupe de Rio.

Lula reprend à son compte la politique de *lobbying* utilisée par Felipe Gonzáles pour placer les entreprises espagnoles en Amérique Latine. Comme il cherche à garantir la stabilité des négociations arbitrées par le Brésil, il rejette les prétentions séparatistes de l'extrême droite sud-américaine (Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija en Bolivie ; Zulia au Venezuela ; Guayas en Équateur).

Le Brésil subordonne même la poursuite du Mercosur à son leadership. Il retardera la création d'une monnaie commune et d'un Parlement régional tant qu'il ne l'aura pas garanti. Il ne renonce pas non plus aux stratégies unilatérales. Lors de la dernière réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) il a délaissé ses alliés du G20 pour chercher un compromis avec les pays développés.

Mais pour diriger le bloc sudaméricain, le Brésil doit neutraliser le Venezuela (dans ou hors du Mercosur) et résoudre les conflits commerciaux avec l'Argentine. Les bénéfiques politiques importants peuvent seuls atténuer les constantes récriminations des industriels de Sao Paulo contre le voisin du Sud.

Par conséquent tout indique que le Brésil cherche à occuper les espaces apparus à la suite de la crise de la domination étatsunienne. Mais il aspire à remplir ce rôle sans entrer en conflit avec la première puissance. Il tentera de sauter une étape au sein de la coordination hégémonique qui a régné depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les classes dominantes brésiliennes veulent jouer un rôle plus visible mais en restant intégrées dans

l'impérialisme collectif.

Comment les États-Unis vont-ils répondre ? Pour le moment c'est l'incertitude qui domine. En 2007 Bush a signé un accord stratégique avec Lula pour développer une politique commune des agro-carburants. La baisse des prix du pétrole et les conflits douaniers autour de l'éthanol menacent cette convention. Mais beaucoup jugent qu'Obama pourrait reprendre cet accord pour associer le principal pays sud-américain à la domination mondiale.

Semi-périphérie et sous-impérialisme

Dans son nouveau rôle dominant le Brésil tente de jouer celui d'un sous-impérialisme. Bien que prétendant représenter les intérêts régionaux communs, ce rôle ne s'avérera pas moins défavorable pour les peuples que l'oppression traditionnelle exercée par les impérialismes américain ou européen.

La notion de sous-impérialisme a surgi au cours des années 1960 pour caractériser l'expansion du Brésil en liens avec les priorités du Département d'État. En employant le préfixe « sous », Ruy Mauro Marini indiquait le caractère tardif et périphérique de la nouvelle puissance et son association subordonnée avec les États-Unis [19]. Cette appellation distinguait une action impériale émergente (Brésil) d'une fonction déjà dominante (États-Unis, Grande-Bretagne, France). Elle faisait aussi allusion aux différences avec les impérialismes mineurs (Suisse, Belgique, Espagne), éteints (ottoman, austro-hongrois) ou qui ont failli (Russie, Japon).

Le terme « sous-impérialisme » pourrait suggérer à tort une délégation du pouvoir central à des serviteurs périphériques. Mais dans le cas du Brésil a toujours été souligné, au contraire, un processus de renforcement de l'autonomie des classes dominantes locales. L'application de ce concept à la région diffère, par exemple, de son emploi dans le cas d'Israël (qui agit avec le mandat du Pentagone) ou de puissances secondaires comme l'Australie ou le Canada, qui ont toujours adhéré à l'axe anglo-nord-américain. Une analogie plus proche pourrait être faite entre le Brésil et le rôle joué par l'Afrique du Sud dans la région australe de l'Afrique.

Il y a quarante ans le sous-impérialisme brésilien a fait ses premiers pas en tant que gendarme anticommuniste, une dictature intégrée dans la guerre froide. Actuellement le Brésil soutient l'ordre capitaliste pour son propre compte (occupation d'Haïti), s'approvisionne en équipements en France et impose des limites sérieuses à la plate-forme colombienne des Marines étatsuniens.

L'acquis le plus durable des premiers théoriciens du sous-impérialisme a été de mettre l'accent sur la transformation des vieilles bourgeoisies nationales (promotrices du marché intérieur) en bourgeoisies locales (donnant la priorité à l'exportation et à l'association avec les entreprises transnationales). Marini a nommé « coopération antagonique » ce processus d'internationalisation du capital local et a polémique avec les auteurs qui présentaient ce tournant comme étant favorable au développement du pays [20].

Ce tournant multinational des classes dominantes a été consolidé au cours des deux dernières décennies et se reflète maintenant avec l'expansion des firmes brésiliennes dans les pays voisins. Marini attribuait cette expansion à l'étroitesse d'un marché intérieur affecté par la fragilité du pouvoir d'achat. Il estimait en outre, que les grands capitalistes brésiliens renforçaient la compression du pouvoir d'achat en recourant à des formes de surexploitation des travailleurs.

Les partisans de cette thèse ont souligné l'aggravation contemporaine de ces déséquilibres en absence d'une consommation de masse comparable au fordisme des économies avancées. Ces carences poussent les multinationales à investir à l'extérieur les capitaux en surplus que produit l'accumulation interne restrictive.

Du fait de ces contradictions le Brésil adopte un comportement sous-impérial avant d'avoir atteint la puissance qu'avaient les principales économies centrales au XIXe et au XXe siècle. Cette asymétrie illustre les modalités actuelles du développement inégal et combiné.

La notion de sous-impérialisme permet de dépasser le schéma simplificateur centre-périphérie et indique la diversité des relations produite par la polarisation du marché mondial. Il tient compte de l'existence de formations intermédiaires que certains penseurs ont théorisées en parlant de semi-périphérie. Ce terme fait allusion à des situations intermédiaires fréquentes dans l'histoire du capitalisme. Il indique l'apparition de challengers qui, (Espagne, Russie) [21].

Les semi-périphéries ont été des ont acquis une situation dominante (États-Unis, Japon, Allemagne) ou ont failli à atteindre cet objectif (Italie sous-impérialismes (ou des impérialismes) potentiels qui ont prospéré ou ont avorté. En Amérique du Sud cette évolution a été frustrée en Argentine dans la première moitié du XXe siècle, mais elle reste ouverte pour le Brésil. De nombreuses raisons économiques, politiques et sociales expliquent cette évolution divergente.

Les concepts de semi-périphérie et de sous-impérialisme permettent de saisir le dynamisme contradictoire du capitalisme. Ce système modifie périodiquement les rapports de forces sur le marché mondial. Une photographie instantanée du centre et de la périphérie empêche de saisir ces modifications. Elle ne permet pas de saisir, par exemple, les mutations historiques aussi surprenantes que le saut historique de la Chine au cours des dernières décennies.

Ces deux concepts intermédiaires heurtent également les classifications étroites des pays latino-américains comme des colonies, des semi-colonies ou des capitalismes dépendants. Une telle modélisation est particulièrement insuffisante pour la région qui, contrairement au reste de la périphérie, s'est émancipée précocement du joug colonial. Pour avoir évité une situation semi-coloniale au cours de la plus grande partie du XXe siècle, le Brésil tend à effectuer un saut vers le stade sous-impérial.

Étatisme pour les puissants

Alors que le degré de l'autonomie, la réaction états-unienne et le rôle multipolaire du Brésil sont des questions ouvertes, le grave impact immédiat de la crise est déjà visible. La préoccupation centrale dans toute la région est d'agir face à un tsunami qui annonce le chômage et la pauvreté.

Les mesures adoptées dans les trois principales économies de la région viennent en aide aux capitalistes en employant les ressources publiques dont les masses auraient besoin. Au Mexique les réserves sont dilapidées pour faire face à l'attaque spéculative sur la monnaie nationale, alors qu'elles pourraient être freinées par un contrôle de change sévère. Au Brésil le Trésor a mis à la disposition des banquiers 50 milliards de dollars et les banques publiques annoncent qu'elles vont absorber les pertes des entités privées. En Argentine un moratoire sur la fuite des capitaux privés a été décrété, pardonnant ainsi l'évasion fiscale.

Les grands industriels bénéficient de la même attention officielle. Au Mexique, ils jouissent d'un immense plan d'investissements publics. Au Brésil, ils ont obtenu des réductions de charges et des programmes de soutien à la réactivation des ventes. En Argentine, ce sont en particulier les entreprises de construction et les producteurs de biens durables qui sont particulièrement chanceux. La même aide au capital a eu lieu au Chili et en Colombie.

Ces orientations des politiques économiques font le pari sur une réaction positive des entrepreneurs. Elles supposent que les flux gouvernementaux conduiront les capitalistes à maintenir le niveau de l'activité. Mais elles

oublie qu'une telle décision dépend de la préservation â€” douteuse â€” de la rentabilité. Les plans cherchent également à maintenir la consommation, mais sans prendre des mesures de redistribution des richesses. Ils essaient uniquement de stimuler les dépenses de la haute classe moyenne, favorisant les achats pour la dissuader de placer son épargne en devises.

L'urgence sociale, générée déjà par les arrêts d'activité, les licenciements et le ralentissement de la production, est aggravée par ces mesures. Comme on n'introduit pas un revenu minimal équivalent au panier de la ménagère, la crise frappe frontalement la poche de la population.

La protection de la majorité de la population exigerait que l'on destine les fonds publics à la préservation des salaires, à l'augmentation des allocations de chômage ou à la prise en charge des frais de santé, d'éducation publique et de logement. Mais l'interventionnisme actuel favorise les classes dominantes.

Les keynésiens et les néolibéraux convergent actuellement dans l'instrumentalisation d'un tel étatisme. En particulier les promoteurs de la privatisation ont fait un tournant pragmatique vertigineux. Ils interrogent actuellement la sagesse du marché et applaudissent les dépenses publiques.

Ce tournant étatiste préserve également la variété des matrices sociales libérales (Tabaré et Lula) et néo-développementistes (Cristina Kirchner) qui a prévalu ces dernières années. La nationalisation des fonds de pension en cours en Argentine â€” pour prévenir l'effondrement des retraites et récolter les fonds pour leur réactivation â€” est un exemple de ces différences. Les spécificités nationales de l'interventionnisme relèvent de l'intensité de la lutte des classes ou de la détérioration économique et sociale précédente.

Mais la tonalité dominante c'est une convergence des politiques économiques, qui n'implique pas leur coordination. Jusqu'à présent chaque gouvernement a agi pour son propre compte, en particulier sur le plan commercial. La politique visant à se préserver au détriment du voisin est très apparente dans les dévaluations compétitives et dans les augmentations des tarifs. Si ce type de réactions a mis en danger la continuité de l'Union européenne, il peut conduire aussi au naufrage de l'intégration sud-américaine.

Expérience et alternatives

Quel que soit le scénario prochain, ce sont les peuples qui subiront les embardées s'ils ne parviennent pas à renforcer leur résistance au capital. C'est la principale leçon à tirer des effondrements financiers dont la région a souffert au cours de la décennie précédente. Ces débâcles ont déchaîné des rébellions qui ont permis d'accumuler d'importantes expériences politiques et sociales.

Les insurrections ont renversé en Bolivie un long cycle droitier, ont renversé en Équateur différents présidents néolibéraux, ont suscité au Venezuela une polarisation accentuée et ont conduit en Argentine au soulèvement historique de 2001. Elles ont aussi généralisé la lutte pour annuler les privatisations, nationaliser les ressources naturelles et démocratiser la vie politique [22].

En Amérique latine, les opprimés connaissent les conséquences dramatiques du sauvetage des capitalistes et doivent se préparer à affronter l'agression sociale qui va accompagner l'aide nouvelle accordée aux banquiers.

Pour faire face à ce scénario les mouvements sociaux, les organisations politiques combattives et les économistes radicaux discutent déjà des propositions alternatives. Plusieurs rencontres ont établi les bases d'une telle plate-forme (Caracas, Buenos Aires, Pékin, Belém) [23].

Ces programmes rejettent les mesures de régulation et de contrôle étatique qui socialisent les pertes des capitalistes. Ils appellent à la mobilisation pour contrôler l'emploi des ressources publiques et dénoncent les menaces qui pèsent sur les droits des peuples.

Les propositions ébauchées donnent la priorité au maintien des emplois, à l'interdiction des licenciements, au partage des heures de travail sans réduction des salaires et à la nationalisation des fabriques qui ferment ou qui licencient. Ces mesures sont nécessaires face à la complicité gouvernementale avec les employeurs qui liquident des postes de travail. La médiation étatique dans les négociations (visant la réduction des salaires et non la défense des emplois) est l'autre face des attaques sociales en cours.

Trois mesures débattues sont particulièrement urgentes. En premier lieu la nationalisation sans indemnités des systèmes financiers, pour permettre le contrôle public des crédits dans la conjoncture explosive actuelle. Au lieu de sauver les banquiers il faut les exproprier. Les États doivent récupérer le coût du maintien du fonctionnement des banques en s'appropriant les biens de leurs actionnaires et administrateurs. La nouvelle Constitution de l'Équateur ^{à€} qui interdit l'étatisation des dettes privées ^{à€} offre une base pour cette action.

Il faut en même temps effectuer un recensement des grandes fortunes pour empêcher la fuite des capitaux, établir un strict contrôle de change et fermer les succursales *off shore*. L'ouverture des livres de comptes est indispensable pour connaître la situation de chaque entité. Il faut devancer l'aggravation de la crise en assurant le fonctionnement du secteur qui articule toute l'activité économique.

La seconde mesure urgente c'est la suspension, la révision et l'annulation des dettes publiques externes et internes. Alors que la crise efface les passifs des multimillionnaires dans les économies centrales, l'Amérique latine continue à payer. Les clauses de risque systémique utilisées aux États-Unis pour recalculer le montant et les délais des obligations ne sont pas utilisées dans la région. C'est le moment de suivre le chemin tracé par l'Équateur en procédant à un audit intégral en vue de mettre à jour les fraudes et les dettes réelles. La Commission équatorienne, qui a révisé les titres émis entre 1976 et 2006, a mis à jour un scandaleux accroissement de l'endettement (de 240 millions de dollars en 1970 à 17,4 milliards de dollars en 2007). Elle a aussi découvert l'absence de registres et des renégociations frauduleuses, conduisant à rembourser des sommes supérieures à celles qui ont été reçues.

Si la suspension du paiement de la dette était mise en oeuvre de manière conséquente, elle aurait un énorme impact sur la région. Elle remplacerait les défauts de paiement répétitifs par une décision souveraine de mettre les créanciers en accusation.

La troisième mesure que la crise impose est la nationalisation du pétrole, du gaz et de l'industrie minière. Elle permettrait de préserver les ressources dont l'Amérique latine a besoin pour se protéger de l'effondrement mondial. Cette voie a déjà été initiée par le Venezuela et la Bolivie. Evo Morales a récemment décidé de nationaliser une entreprise pétrolière (Chaco) qui n'avait pas respecté les dispositions gouvernementales et avait omis de céder des parts à l'État. En dénonçant le « caractère électoraliste » de cette mesure, la droite bolivienne a involontairement souligné la popularité d'une telle politique.

Pourtant ces mesures de nationalisation ont été adoptées avec bien des hésitations et ont été accompagnées ^{à€} ce qui est une erreur ^{à€} par le paiement des indemnités. En pleine chute des cours des matières premières de tels errements peuvent être fatals [\[24\]](#).

Le contexte politique

La crise mondiale modifie la perception générale des mesures radicales. Alors que l'effondrement a fissuré

l'idéologie néolibérale, personne n'est choqué par les appels à nationaliser, étatiser ou suspendre les paiements de la dette. C'est le moment de profiter de ce contexte pour protéger la population latino-américaine en adoptant des décisions fermes. Mais, les conditions permettant de mettre en oeuvre un tournant radical existent-elles ?

Certains analystes estiment que le contexte politique s'est retourné, est devenu défavorable, depuis que la droite a repris du terrain électoral (Chili, Mexique), a renforcé un régime criminel (Colombie), a obtenu des victoires sectorielles (producteurs du soja en Argentine) et a enterré les velléités réformistes de divers gouvernements (Brésil, Uruguay). Il ne fait pas de doute que la droite prépare des contre-offensives dans tous les pays. Mais jusqu'à présent elle a perdu des grandes batailles : elle a raté le coup d'État en Bolivie, a manqué la provocation de la Colombie contre l'Équateur et n'a réussi aucune de ses tentatives séparatistes régionales. Elle n'a même pas été capable de restaurer l'unanimité droitier des années 1990 dans un cadre marqué par les progrès de la conscience antilibérale et anti-impérialiste [25].

De plus, plusieurs gouvernements nationalistes radicaux sont apparus et se maintiennent (Venezuela, Bolivie, Équateur). Ils pourraient prendre l'initiative de la mise en oeuvre du programme populaire face à la crise. Ces processus se distinguent des administrations de centre-gauche (Tabaré, Cristina Kirchner, Lula, Bachelet) sur trois plans : ils ont recours à la mobilisation, se heurtent avec l'impérialisme et les classes dominantes et tentent des mesures de redistribution des revenus.

Le caractère progressiste de ces gouvernements s'est encore manifesté face au massacre de Gaza. Morales et Chavez ont adopté une attitude exemplaire de rupture avec Israël, qui a contrasté avec la neutralité diplomatique de leurs collègues sud-américains. Leur position soulignait aussi la complicité criminelle qui a caractérisé presque tous les gouvernements arabes.

De plus, en Équateur, en Bolivie et au Venezuela d'importantes avancées démocratiques ont été consacrées à travers de nouvelles Constitutions, approuvées à l'issue de forts affrontements électoraux avec la droite. Sur l'Altiplano bolivien, par exemple, un État plurinational a été reconnu, ainsi que la séparation de l'Église et de l'État et l'interdiction des bases militaires étrangères.

Mais ces gouvernements nationalistes radicaux font face à de grands dilemmes. Ils préservent le soutien populaire, mais les concessions au capital et l'absence de mesures radicales tend à provoquer la lassitude. La crise mondiale ouvre la possibilité de dépasser cette usure en prenant de nouvelles initiatives. La priorité est de neutraliser le putschisme de la droite et d'empêcher le retour des conservateurs. Mais il faut aussi éviter un gel des transformations sociales, qui stabiliserait la couche d'opresseurs qui germe dans les processus populaires.

En Bolivie les élections ont été récemment emportées avec plus de 60 % des suffrages, mais la droite maintient sa force dans les régions défavorables. Au lieu de profiter de la défaite du putsch sécessionniste il a été fait le choix d'incorporer dans la Constitution plusieurs exigences de l'oligarchie (en particulier le caractère non rétroactif des limitations de la propriété agricole).

Au Venezuela le vigueur des programmes sociaux persiste et un triomphe électoral a été assuré, qui renverse les résultats électoraux précédents, plus défavorables. Mais en même temps on assiste au renforcement de la « boliburguesía » [26] associée au gouvernement, qui recycle l'inégalité sociale et promeut la corruption.

En Équateur aussi, alors que la souveraineté politique se consolide, des fortes tensions ont apparues entre le gouvernement et le mouvement indigène, dont la protestation contre la livraison des zones minières à l'exploitation transnationale est légitime.

C'est le moment pour dépasser ces difficultés en radicalisant les processus nationalistes, en renforçant l'axe politique régional avec Cuba et en revitalisant l'ALBA (Alliance bolivarienne des Amériques). Cette association a introduit le principe d'échanges solidaires, a réaffirmé les critères d'action anti-impérialiste et a mis en avant les réformes sociales. Au cours des derniers mois elle a poussé à la mise en oeuvre d'un système de compensation monétaire et a multiplié les accords avec la zone des Caraïbes. Mais beaucoup de ces mesures dépendent d'un financement basé sur la rente pétrolière, menacé par la crise.

L'ALBA pourrait jouer un rôle plus significatif dans le nouveau contexte, comme cadre de formulation et d'essais des réponses populaires à la crise économique. La décision du retrait du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), que la Bolivie a déjà initié, est très importante. La campagne pour abandonner le FMI et la Banque mondiale et mettre sur pieds de nouveaux organismes de coopération et de solidarité est également vitale.

L'ALBA a tenté de résister à la stagnation, imposée par le Brésil, des projets de la Banque du Sud et du système monétaire latinoaméricain (SUCRE). Les normes de fonctionnement de ces organismes (vote par pays ou proportionnel au capital apporté), le volume et l'utilisation de leurs fonds, ont été discutés à l'initiative de l'ALBA. Mais aussi longtemps que persiste la tendance des classes dominantes à se protéger individuellement de l'effondrement financier, ces initiatives ne prospéreront pas. Seuls les opprimés qui agissent sans la contrainte du profit et de la concurrence peuvent garantir l'unité régionale. La crise mondiale a créé des conditions nouvelles pour avancer vers cet objectif.

Un projet anticapitaliste

L'Amérique latine a joué le rôle d'avant-garde dans la résistance contre le néolibéralisme. Mais la crise actuelle présente un nouveau défi : jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le capitalisme. C'est ce système qui est responsable des désastres actuels et sa persistance exigera encore plus de souffrances populaires.

Seulement l'orientation vers l'éradication de l'exploitation, du gaspillage et de l'inégalité permettra de résister à la misère et au chômage qu'augure la débâcle en cours. Cette voie exige d'adopter des mesures antilibérales et anticapitalistes.

La résistance à la crise sera efficace si elle facilite une transition vers le socialisme, à l'opposé de tous les projets de régulation du capitalisme. L'étatisme à la mode tend à recréer les crises comme résultat des difficiles sauvetages payés par la population.

Deux perspectives différentes sont en jeu dans tous les débats qui traversent le mouvement social. Par exemple, la Banque du Sud peut être conçue de deux manières : une orientation socialiste exigerait d'utiliser les fonds d'un tel organisme pour financer la réforme agraire, les avancées populaires et les coopératives, alors qu'un modèle capitaliste favoriserait les entreprises locales qui luttent pour des marchés avec des concurrents extérieurs à la région.

Le même dilemme détermine les orientations du Fonds régional du Sud (système monétaire de compensation). Il pourrait faciliter la redistribution du revenu ou bien imiter les mécanismes capitalistes de stabilisation, qui régissent l'Union européenne ou l'Asie. L'orientation socialiste exige le retrait du FMI et de la Banque mondiale, alors que l'orientation capitaliste étaye l'illusion qu'il est possible de démocratiser ces organismes.

Seule la perspective du socialisme permettra d'organiser l'économie au service des besoins du peuple, avec des formes de planification économique qui atténueront (et pourront éliminer postérieurement) les traumatisantes

turbulences du cycle capitaliste. Le socialisme du futur ne gardera aucune connexion avec les expériences ratées du totalitarisme bureaucratique du XXe siècle. Il mettra en marche l'autogestion collective indispensable pour forger une société égalitaire.

Buenos Aires, le 20 février 2009

Notes :

[1] J'ai analysé cette combinaison de suraccumulation des capitaux et de la surproduction des marchandises dans : Katz Claudio, « Codicia, regulación o capitalismo » (30-12-08, <http://katz.lahaine.org>) et « Leçon accélérée du capitalisme », Inprecor n° 541/542 de septembre-octobre 2008.

[2] Cf. Alain Gresh, « A l'aube d'un siècle post-américain » et Philip S. Golub, « Ce qui se résolvait hier par la guerre... », Le Monde Diplomatique, novembre 2008.

[3] Certains journalistes ont parlé de « Nouvelles nations acquiescentes » pour décrire ce processus, qui a inclus le transfert d'une partie du capital de British Petroleum à des capitalistes chinois, de l'Inco canadienne à des entrepreneurs brésiliens et d'Asarco états-unien à des potentats indiens. Roger Cohen, « El mundo está al revés », La Nación du 2 juin 2008.

[4] Les pays du sud-est asiatique tiennent la moitié de la dette états-unienne et la Chine a joué un rôle direct dans le sauvetage de Fanny Mae et Freddie Mac. Cf. Martine Bulard, « Finance, puissances... le monde bascule », Le Monde Diplomatique, novembre 2008.

[5] Le concept d'impérialisme collectif a été développé par Samir Amin, « *US imperialism, Europe and the middle east* », Monthly Review, vol 56, n° 6, novembre 2004.

[6] Une entreprise de ce type "comme Cementos Mexicanos" s'est trouvée dans un état critique du fait de l'annulation des commandes provoquée par l'effondrement de l'immobilier, cf. « Cemexn un símbolo de la globalización ahora frente a su costado adverso », The Wall Street Journal-La Nación du 11 décembre 2008.

[7] Une analyse détaillée de ces problèmes est présentée par Alejandro Canales, « Incluidos y segregados », Crisis de hegemonía de Estados Unidos, Siglo XXI, Mexico 2007.

[8] James Monroe, président républicain des États-Unis, a prononcé le 2 décembre 1823 un discours au Congrès, adressé aux Européens, affirmant que le continent américain doit être considéré comme fermé à toute tentative ultérieure de colonisation européenne et qu'en conséquence toute intervention européenne sur ce continent sera considérée comme inamicale par les États-Unis. En échange il s'engageait à ne pas intervenir en Europe. Dans l'immédiat ce message n'eut aucun effet pratique, les États-Unis étant alors dénués de toute puissance militaire ou navale, mais peu à peu l'idée d'une « Amérique américaine » allait apparaître et, en 1854, la mention d'une « doctrine Monroe » fit son apparition. En décembre 1904, le président républicain Théodore Roosevelt a interprété cette doctrine de manière expansionniste, en affirmant que « l'adhésion des États-Unis à la doctrine de Monroe peut forcer les États-Unis, même à contrecœur, dans des cas flagrants d'injustice et d'impuissance, à exercer un pouvoir de police internationale ». Ce « corollaire Roosevelt » concernait alors les interventions aux Philippines, au Panama et à Cuba. Il a été depuis élargi.

[9] La IVe Flotte a prévu de naviguer sur les fleuves intérieurs, avec un équipement équivalent à la Ve Flotte (Golfe persique) et à la VIe Flotte (Méditerranée). Elle sera un complément maritime au contrôle aérien que les États-Unis détiennent déjà dans la zone. Cf. Jules Dufour, « Le retour de la Quatrième Flotte et le futur de l'Amérique latine », <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=9503>

[10] Paul Cammack, « Signos de los tiempos : capitalismo, competitividad y el nuevo rostro del imperio en América Latina », El imperio recargado, CLACSO, Buenos Aires, 2005.

[11] Ces entreprises avaient investi dans la région 165 milliards de dollars (10 % du PIB espagnol) et maintenant prédomine une vague de ventes, visible dans la sortie du groupe Marsans de Aerolíneas, la nationalisation des fonds de pension en Argentine (gérées par BBVA) et l'étatisation au Venezuela des filiales locales de Santander. Repsol également cède ses participations au Venezuela, en Bolivie et en Équateur.

[12] Entre autres, Francis Fukuyama, John Gray et Mario Diamentto.

[13] Arturo Guillén, « La declinación de la hegemonía estadounidense y sus implicaciones para América Latina », Rapport au Second Colloque de la SEPLA, Caracas, 14-16 novembre 2007.

[14] C'est l'analyse d'Immanuel Wallerstein, Comprendre le monde à l'échelle Introduction à l'analyse des système-monde, La Découverte, Paris 2006. Réédité en poche en 2009.

[15] Ces analyses remarquent également la subordination des élites locales au capital étranger et la restauration des formes primitives d'accumulation fondées sur la prédation. Un débat sur ces sujets a été lancé par Miguel Sorans, « ¿Hay una recolonización mundial ? », Correspondencia Internacional n° 26, octobre décembre 2008. Voir aussi : Darío Salines Figueredo « Las coordenadas de la política estadounidense », Crisis de hegemonía de Estados Unidos. Siglo XXI, México 2007.

[16] La proportion des exportations en comparaison aux ventes sur le marché intérieur est très importante dans toutes ces firmes.

[17] Il s'agit de 514 projets conçus pour la période 2005-2010, concernant l'énergie, les transports et les communications.

[18] Cécile Lamarque, « Un accord « historique » sur Itaipu ou une nouvelle manifestation de l'impérialisme brésilien ? », <http://www.cadtm.org/Un-accord-historique-sur-Itaipu-ou>

[19] Ruy Mauro Marini, « La dialéctica del desarrollo capitalista en Brasil », Subdesarrollo y revolución, Siglo XXI, México 1985 ; Ruy Mauro Marini, Dialéctica de la dependencia, ERA, México 1985.

[20] Ruy Mauro Marini, « Razones del neo-desarrollismo », Revista Mexicana de Sociología año XL, vol. XL, 1978.

[21] Immanuel Wallerstein, op. cit., chapitre 5.

[22] Katz Claudio, Las disyuntivas de la izquierda en América Latina, Ediciones Luxemburg, Buenos Aires 2008, (cap 1).

[23] Voir : Conférence Internationale d'Économie Politique : Réponses du Sud à la crise économique mondiale, Déclaration Finale, Caracas, 8-11 octobre 2008, dans Inprecor n° 541/542 d'octobre-novembre 2008 ; « Sauver les peuples, non les banques », Déclaration de la Société d'Économie Politique et Pensée Critique, Buenos Aires, 24 octobre 2008 ; « La crise économique mondiale : une opportunité historique pour la transformation », Pékin, octobre 2008 (<http://www.cadtm.org/La-crise-financiere-mondiale-une>) ; « Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient ! », Belem, 2 février 2009 (<http://www.cadtm.org/Nous-ne-payerons-pas-la-crise-Que>).

[24] L'achat des actions de Sidor au groupe argentin Techint par le Venezuela pour 1,65 milliard de dollars est un exemple de telles maladroites. Notons qu'en agissant comme le représentant direct des capitalistes, le gouvernement de Cristina Kirchner a dû insister pour accélérer le paiement !

[25] Les enquêtes périodiques de Latin-barómetro indiquent un fort soutien populaire aux mobilisations, une critique des inégalités sociales et la mise en cause du marché. Cf. La Nación du 17 décembre 2008.

[26] Une « bourgeoisie bolivarienne » : terme employé pour caractériser les carriéristes établis dans l'appareil d'État qui profitent de leur situation pour s'enrichir, voire pour accumuler le capital, et freinent les mesures sociales radicales.